

Où va le SPD ?

Les sociaux-démocrates allemands
et la sortie de crise(s)

Etienne DUBSLAFF

Mai 2019

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Les activités de recherche et de publication du *Comité d'études des relations franco-allemandes – Cerfa* – bénéficient du soutien du Centre d'analyse de prévision et de stratégie du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et du Frankreich-Referat de l'Auswärtiges Amt.



Cette *Note* est publiée dans le cadre du *Dialogue d'avenir franco-allemand*, un projet mené en coopération par le Cerfa à l'Ifri, la Deutsche Gesellschaft für Auswärtige Politik et la fondation Robert Bosch.



Les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que la responsabilité de l'auteur.

ISBN : 979-10-373-0032-4

© Tous droits réservés, Ifri, 2019

Comment citer cette publication :

Etienne Dubsloff, « Où va le SPD ? Les sociaux-démocrates allemands et la sortie de crise(s) », *Notes du Cerfa*, n° 147, Ifri, mai 2019.

Ifri

27 rue de la Procession 75740 Paris Cedex 15 – FRANCE

Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00 – Fax : +33 (0)1 40 61 60 60

E-mail : accueil@ifri.org

Site internet : Ifri.org

Notes du Cerfa

Publiée depuis 2003 à un rythme mensuel, cette collection est consacrée à l'analyse de l'évolution politique, économique et sociale de l'Allemagne contemporaine : politique étrangère, politique intérieure, politique économique et questions de société. Les *Notes du Cerfa* sont des textes concis à caractère scientifique et de nature *policy oriented*. À l'instar des *Visions franco-allemandes*, les *Notes du Cerfa* sont accessibles sur le site de l'Ifri, où elles peuvent être consultées et téléchargées gratuitement.

Le Cerfa

Le [Comité d'études des relations franco-allemandes \(Cerfa\)](#) a été créé en 1954 par un accord gouvernemental entre la République fédérale d'Allemagne et la France. Il bénéficie d'un financement paritaire assuré par le Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'Auswärtiges Amt. Le Cerfa a pour mission d'analyser l'état des relations franco-allemandes sur le plan politique, économique et international ; de mettre en lumière les questions et les problèmes concrets que posent ces relations à l'échelle gouvernementale ; de présenter des propositions et des suggestions pratiques pour approfondir et harmoniser les relations entre les deux pays. Cette mission se traduit par l'organisation régulière de rencontres et de séminaires réunissant hauts fonctionnaires, experts et journalistes, ainsi que par des travaux de recherche menés dans des domaines d'intérêt commun.

Hans Stark est secrétaire général du Cerfa et dirige avec Barbara Kunz, chercheur, les publications du Cerfa. Katja Borck est chargée de projets et du « [Dialogue d'avenir franco-allemand](#) ». Catherine Naiker est assistante au sein du Cerfa.

Auteur

Normalien agrégé d'allemand, **Etienne Dubsloff** est Maître de conférences en études germaniques à l'Université Paul-Valéry Montpellier 3 et membre du Centre de recherches et d'études germaniques (CREG, EA4151). Sa monographie « *Oser plus de social-démocratie* ». *La création et l'établissement du Parti social-démocrate en RDA*, tirée de sa thèse de doctorat en civilisation allemande et en histoire contemporaine, vient de paraître dans la collection « Zivilisationen und Geschichte » chez Peter Lang.

Résumé

Que l'on pense à la France, à la Grèce, aux Pays-Bas, à la Pologne, à l'Autriche ou à l'Allemagne, les partis sociaux-démocrates ou socialistes européens sont en perte de vitesse, quand ils ne sont pas tout simplement menacés de disparition. La crise du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) a paradoxalement commencé par la victoire éclatante de Gerhard Schröder en 1998. À en croire les commentateurs, le SPD va de mal en pis depuis lors. Les indicateurs sont effectivement au rouge : division par deux du nombre d'adhérents, perte massive d'élus, suite ininterrompue d'éditoriaux annonçant la mort imminente du parti, qui pour s'en délecter, qui pour le déplorer.

Cette note se propose de revenir sur l'ère Schröder puis sur l'évolution du parti à l'ombre de la chancelière chrétienne-démocrate Angela Merkel. Enfin, seront abordées les pistes que le parti explore pour relever la tête dans le cadre des campagnes électorales en cours.

Abstract

Whether we think of France, Greece, the Netherlands, Poland, Austria or Germany, the social democratic or socialist parties in Europe are losing ground or even facing dissolution. Ironically, the crisis of the Social Democratic Party of Germany (SPD) began with the resounding victory of Gerhard Schröder in 1998. According to commentators, the SPD has gone from bad to worse ever since. The signals are indeed alarming: a 50 percent loss in party memberships, an important decrease in elected representatives, never-ending articles predicting the imminent death of the party, either delighted or regretful.

This text intends to review the Schröder era and the evolution of the SPD in the shadow of federal Chancellor Angela Merkel from the Christian Democratic Union of Germany (CDU). A third chapter will examine the means by which the party is trying to rebuild itself during the current election campaigns.

Sommaire

INTRODUCTION	7
L'ACTION GOUVERNEMENTALE OU LA TRAHISON DES « PETITES GENS » ?.....	9
LES « GRANDES COALITIONS » OU LE NAUFRAGE DU SPD ?	13
COMMENT REDRESSER LA BARRE ?	22
CONCLUSION	27

Introduction

L'idée selon laquelle la social-démocratie allemande aurait perdu sa raison d'être est ancienne. Il y a cent ans, on l'accusait d'avoir trahi le mouvement ouvrier au moment où elle accédait aux fonctions gouvernementales pour la première fois¹. Causes inverses, conséquences analogues, le sociologue libéral Ralf Dahrendorf considérait en 1983 qu'elle avait rempli sa fonction historique sous les gouvernements Brandt et Schmidt en permettant à la société allemande de se démocratiser². Désormais dépourvue de mission, elle était appelée à disparaître.

Il y a un an, enfin, l'éditorialiste du mensuel libéral-conservateur *Cicero*, Alexander Kissler, notait, non sans malice : « Qui est attiré par un programme social-démocrate, peut voter pour un *Volkspartei* encore passablement grand, classé plutôt à gauche et nettement plus digne de confiance, la CDU. Qui trouve que ses plans de redistribution, son étatisme, sa volonté de tout réguler sont trop mous, se tourne avec raison vers *Die Linke* et ne sera pas déçu. Pour les gens aisés, il y a les écologistes (pour ceux qui aiment à se priver) et les libéraux du FDP (pour ceux qui aiment à profiter de la vie). Enfin, l'AfD, donc l'extrême droite pourrait devenir le parti des ouvriers et des retraités³ ». Pour polémique qu'elle soit, cette assertion a le mérite incontestable de pointer la situation calamiteuse dans laquelle se trouve le Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD), l'attribuant d'abord et avant tout à son absence d'identité propre qui rendrait son existence superfétatoire.

Force est cependant de constater que le cas du SPD n'est pas isolé, que ce soit au sein du système partisan allemand ou européen. Récemment, bon nombre d'autres grands partis de centre gauche européens ont connu des déboires analogues, de sorte que la crise de la social-démocratie allemande doit être replacée dans le contexte plus large de la montée des populismes et du désamour qui frappe les partis en tant que forme d'institution politique. Pour le politologue Thomas Meyer, la crise que traverse le centre gauche en Europe est ainsi due à cinq facteurs centraux :

1. M. Geis et B. Ulrich, « Wacht auf, verdammt! », *Die Zeit*, 14 février 2019 ; H. A. Winkler, « Mehr Revolution wagen? », *Die Zeit*, 21 février 2019.

2. H. Prantl, « Die SPD muss mehr sein als der linke Flügel der CDU », *Süddeutsche Zeitung (SZ)*, 16 mars 2019, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

3. A. Kissler, « Wenn eine Volkspartei nicht mehr gebraucht wird », *Cicero*, 15 février 2018, disponible sur : www.cicero.de.

les scissions de cette mouvance naguère unie, le doute quant à son intérêt pour la question sociale, l'absence de grand récit pour le XXI^e siècle, l'incapacité à se confronter aux peurs des classes inférieures quant aux défis que posent les migrations et enfin, l'absence de défense des acquis de la construction européenne⁴. Force est cependant de constater que depuis 2017, les partis conservateurs allemands (et français) traversent, eux aussi, une crise de confiance certaine.

Afin de mieux appréhender la situation actuelle du SPD, nous proposerons un rapide bilan de l'ère Schröder, tant celle-ci a été déterminante pour l'identité du parti et porteuse de déceptions, notamment au sein de l'électorat traditionnel du SPD. Ensuite, nous nous pencherons sur les difficultés que rencontre le parti pour exister au sein des gouvernements Merkel successifs en tant que force de centre gauche. Enfin, nous nous intéresserons aux efforts menés en interne pour réformer le parti, professionnaliser la communication et remobiliser les adhérents du SPD en vue de rompre la chaîne des défaites électorales.

4. T. Meyer, « SPD, was nun? Wie radikal soll der Neubeginn sein? », *Neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte*, n° 1-2, Bonn, 2018, p. 12-16.

L'action gouvernementale ou la trahison des « petites gens » ?

La dernière fois que « SPD » rimait avec triomphe électoral remonte à plus de vingt ans. Gerhard Schröder venait de battre le chancelier Helmut Kohl et de reconquérir le pouvoir après seize longues années d'opposition. Depuis, le Parti social-démocrate d'Allemagne a déchanté. Bien que le SPD ait passé plus de seize années au pouvoir depuis lors au niveau fédéral et qu'il participe actuellement au gouvernement de onze *Länder* sur seize, l'ambiance est à la sinistrose : divisé sur le plan idéologique, il a perdu 43 % de ses militants depuis 1998, passant de 775 000 à 443 000. Sa position de premier parti allemand (en matière d'adhérents) est menacée. Pire, les membres qui restent s'avèrent démobilisés.

Lorsqu'on passe en revue le discours ambiant sur la situation de la social-démocratie allemande, on est frappé par l'ambivalence quant à l'ère Schröder. Tous les commentateurs s'accordent à saluer l'extraordinaire maestria communicationnelle dont faisait montre le candidat Schröder en 1998, 2002 et même, et peut-être surtout, en 2005, lorsqu'il fut battu de justesse par Angela Merkel. Presque aussi nombreux sont ceux qui voient en lui le fossoyeur du SPD. Et ce à plusieurs titres. Que l'on approuve ou non l'action gouvernementale du chancelier, et notamment la réforme de l'État social menée durant son deuxième mandat (2002-2005), ce dernier est accusé d'avoir mené ces réformes tambour battant sans s'assurer du soutien du parti. Bien au contraire, il se serait appuyé sur des experts, tel le fameux Peter Hartz, alors directeur du personnel du groupe Volkswagen, et aurait court-circuité les permanents du parti qui lui en font grief jusqu'à ce jour. De plus, le parti, sur la touche, n'aurait pas pu jouer son rôle de courroie de transmission avec la société, ce qui, en retour l'aurait privé de l'appui de l'opinion publique⁵.

Ce faisant, Schröder aurait, aux yeux de ses détracteurs, signé un tournant libéral du SPD – que d'autres attribuent au chancelier social-démocrate Helmut Schmidt⁶ – en trahissant la cause de l'électorat

5. T. Grunden, M. Janetzki et J. Salandi, *Die SPD. Anamnese einer Partei*, Baden-Baden, Nomos Verlag, 2017, p. 116-122.

6. H. Potthoff et S. Miller, *Kleine Geschichte der SPD. 1848-2002*, Bonn, Dietz, 2002, p. 259-261.

traditionnel du SPD, autrement dit, « les petites gens » (« *der kleine Mann* »), c'est-à-dire historiquement les ouvriers et les employés subalternes⁷.

Que l'on en juge : au terme d'un an sans emploi, durant lequel le chômeur touche 60 % de son dernier salaire net, il passe sous la coupe des allocations communément appelées « Hartz IV⁸ ». Véritable épouvantail pour les déçus du SPD, il s'agit du versement d'une somme forfaitaire assurant le minimum vital, soit actuellement 424 € par adulte, auxquels s'ajoute la prise en charge du loyer, des frais de chauffage et des allocations pour les enfants s'il y en a. Avant de pouvoir y prétendre, le chômeur doit de surcroît vivre de ses économies ou de la vente de ses biens.

Ces mesures témoignent de ce que, pour le gouvernement, les chômeurs sont responsables de leur situation et doivent être « activés » pour retrouver le chemin de l'embauche. Côté « carotte », les chômeurs sont invités à augmenter leur maigre pouvoir d'achat en effectuant des travaux d'intérêt général rétribués à hauteur d'un euro de l'heure. Côté « bâton », les « Job-Center » peuvent imposer des coupes sensibles de droits (allant de 30 à 60 %, voire atteindre la totalité pour les moins de 25 ans) s'ils considèrent que le chômeur rechigne à accepter une offre d'emploi ou de formation que l'administration juge acceptable.

Autrement dit, quels que soient la durée ou le montant de la cotisation pendant la période active, tous les ayants droit sont logés à la même enseigne et le risque pour un chômeur de tomber dans la pauvreté est bien réel.

Les « *Mini-Jobs* » et les « *Midi-Jobs* », ces temps partiels bien souvent subis, sont censés favoriser l'emploi en ce qu'ils sont largement exemptés de charges patronales. Ils permettent aux intéressés de survivre de leur travail mais, en l'absence de cotisations aux caisses de retraite, n'ouvrent guère de droits⁹. Toutes ces mesures – abaissement des droits des chômeurs et des charges salariales – passent pour avoir favorisé l'émergence d'un vaste domaine d'activité à bas revenus qui accroît autant l'attractivité de l'Allemagne à l'international qu'il creuse les inégalités sociales dans le pays¹⁰. Bien souvent, les « *Mini-Jobs* » ou missions d'intérim ne permettent pas d'atteindre un salaire équivalent aux allocations sociales, de sorte que la différence est comblée par l'État. Le recul significatif du taux de chômage

7. D. Dowe, *Von der Arbeiterpartei zur Volkspartei. Programmentwicklung der deutschen Sozialdemokratie seit dem 19. Jahrhundert*, Bonn, Friedrich-Ebert-Stiftung, 2007, p. 18.

8. Pour les plus de 50 ans, le passage à « Hartz IV » se fait après deux ans maximum.

9. D. Esslinger, « Wie die SPD Hartz IV verschwinden lässt », *SZ*, 8 février 2019, disponible sur : www.sueddeutsche.de. Pour un tableau complet des lois « Hartz », cf. B. Lestrade, « Marché du travail – Le plein-emploi au prix de la précarité ? », *Allemagne d'aujourd'hui*, vol. 206, n° 4, 2013, p. 34-36.

10. A. Sirleschtov, « Wenn das Stück vom Kuchen immer größer wird », *Tagesspiegel*, 18 septembre 2012, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

(8,1 % en 2009, 6,9 en 2013, 5,7 en 2017 et 5,2 actuellement) est, quant à lui, souvent imputé aux gouvernements emmenés par Angela Merkel qui reconnaît d'ailleurs publiquement sa dette envers son prédécesseur en la matière¹¹.

Ces lois que l'on ne peut qu'évoquer rapidement ici témoignent d'une inflexion profonde de la doctrine sociale-démocrate sous l'autorité de Gerhard Schröder : l'exigence de justice sociale (« *Gerechtigkeit* ») le cède désormais à l'équité (« *Chancengleichheit* »)¹². Ce faisant, Schröder actualise en droit les thèses que comportait déjà le papier qu'il signait avec le Premier Ministre britannique travailliste dans le cadre de la campagne européenne de 1999¹³.

Concédonc néanmoins que Schröder n'a pas mené ces réformes de gaité de cœur. La situation économique-sociale de l'Allemagne passait pour désastreuse à l'orée du nouveau millénaire : le taux de chômage atteint jusqu'à 11,7 % en 2005 et affecte plus de cinq millions d'Allemands tandis que l'Allemagne enregistre une croissance nulle ou négative en 2002 et 2003 et que le déficit budgétaire enfreint la règle européenne des 3 % de 2001 à 2005. La peur d'une résurgence des années 1920 et 1930 – chômage de masse, situation économique calamiteuse – donne lieu à un discours de crise qui en appelle à une libéralisation de l'économie - tout comme à la suite du choc pétrolier de 1973. Au tournant du millénaire, ce discours s'inscrit dans un canon libéral de croyance aveugle en les vertus du marché suite à la disparition du bloc soviétique¹⁴. Le gouvernement Schröder s'adonne alors à des réformes d'autant plus mal vécues par une partie de l'électorat traditionnel du SPD que ses intérêts lui semblent sacrifiés sur l'autel du libéralisme. Que l'on pense à l'abaissement de la tranche maximale de l'impôt sur le revenu de 53 % à 42 % de 1998 à 2005 (la tranche minimale passe parallèlement de 25,9 % à 15 % durant la même période), à l'exemption de droits de succession sur les entreprises si les héritiers maintiennent l'entreprise à flot pendant 10 ans et d'une manière générale aux abaissements significatifs des impôts et charges à payer par la finance, toutes ces réformes ne profitent guère aux électeurs sociaux-démocrates¹⁵. Non plus que la remise en question des cotisations paritaires à l'assurance

11. T. Holl, « Merkel lobt den Agenda-Kanzler », *FAZ*, 22 septembre 2015, disponible sur : www.faz.net.

12. D. Dowe, *Von der Arbeiterpartei zur Volkspartei*, op. cit., p. 19 sq.

13. Sur l'élaboration du papier « Der Weg nach vorne für Europas Sozialdemokraten »/« The Third Way » par B. Hombach et P. Mandelson sur la base des préceptes du sociologue Antony Giddens, lire L. Funk, « New Economy und die Politik des Modernen Dritten Weges », *Aus Politik und Zeitgeschichte*, n° 16-17, 2001, p. 24-31. Lire également P. Brandt et D. Lehnert, « Mehr Demokratie wagen », *Geschichte der Sozialdemokratie. 1830-2010*, Berlin, Dietz, 2013, p. 249 sq.

14. T. Grunden, M. Janetzki et J. Salandi, *Die SPD*, op. cit., p. 157.

15. W. Herz, « Das größte Geschenk aller Zeiten », *Die Zeit*, n° 37, 2005.

maladie au détriment de l'assuré en 2005 ou l'encouragement de la souscription d'un contrat de retraite complémentaire privée¹⁶.

Présentée comme d'inspiration résolument pragmatique, l'action du gouvernement Schröder penche donc plutôt en faveur des aspirations du « nouveau centre » (« *neue Mitte* »), dont le candidat avait fait le cœur de cible de sa campagne en 1998, que de l'électorat traditionnel de la social-démocratie. Il est vrai que depuis le dernier tiers du XX^e siècle, le SPD lui-même a évolué d'un parti ouvrier vers un parti d'employés (42 % des adhérents) et de fonctionnaires (30 %). Les ouvriers arrivent aujourd'hui en troisième position avec 28 %¹⁷. Le slogan de campagne, « innovation et justice sociale » (« *Innovation und Gerechtigkeit* »), était suffisamment vague pour que l'ensemble du parti puisse y souscrire et pour que les deux électorats aux intérêts divergents puissent projeter dessus leurs aspirations. D'autant qu'à l'époque, le président du Parti, Oskar Lafontaine, se posait en garant des intérêts des « petites gens ». Après le départ impromptu de ce dernier du ministère des Finances en 1999, le « tournant néolibéral » est bel et bien réel et n'échappe pas aux fameuses « petites gens¹⁸ ». Ce tournant est d'autant plus vécu comme une trahison de la part du Parti social-démocrate sous Schröder que la politique menée n'était pas conforme au programme du candidat, ni même à sa dernière campagne. Il n'est pas interdit de penser avec Thomas Meyer que la chute vertigineuse qu'ont également connue le Parti socialiste français en 2017 au sortir du mandat de François Hollande, ou le Labour en 2010, le Pasok grec en 2012 ou le PSOE espagnol en 2011 et 2015, est prioritairement imputable à l'abîme qui se creuse entre la politique professée et celle menée par les partis socialistes et sociaux-démocrates européens une fois au pouvoir¹⁹.

Après une telle crise de confiance, un nouveau passage par la case de l'opposition aurait pu permettre au SPD de se livrer à un droit d'inventaire salvateur. Il aurait alors pu trancher la question épineuse de savoir si la politique menée par Schröder correspondait à un nouveau positionnement appelé à se pérenniser, à une pratique du pouvoir pragmatique en temps de crise économique ou encore à une parenthèse honteuse sur laquelle il fallait revenir d'urgence afin de reconquérir un électorat dépité. Faute de débat de fond, la question est restée en suspens.

16. M. Tambarin, « La Réforme des retraites en Allemagne : un modèle à suivre ? », *Allemagne d'aujourd'hui*, vol. 210, n° 4, 2014, p. 194-196.

17. K. Schönhoven, « Durchbruch zur Volkspartei: Gesellschaftliche Öffnung und innerparteilicher Wandel zwischen 1959 und 1989 », in A. Kruke et M. Woyke (dir.), *Deutsche Sozialdemokratie in Bewegung. 1848 – 1863 – 2013*, Bonn, Dietz, 2012, p. 226 sq. ; T. Grundens, M. Janetzki et J. Salandi, *Die SPD*, op. cit., p. 105-109.

18. *Ibid.*, p. 116.

19. T. Meyer, « SPD, was nun? », op. cit., p. 14 sq.

Les « grandes coalitions » ou le naufrage du SPD ?

La défaite historique du SPD lors des élections législatives en Rhénanie du Nord-Westphalie de mai 2005 précipite la chute du chancelier Schröder qui avait déjà dû abandonner la présidence du SPD à son bras droit, Franz Müntefering, un an auparavant²⁰. Le *Land* le plus peuplé du pays passe sous la coupe du chrétien-démocrate Jürgen Rüttgers après 39 ans de domination sociale-démocrate²¹. Choissant la fuite en avant, le chef du gouvernement fédéral organise un vote de défiance puis demande la dissolution du *Bundestag* pour permettre la tenue d'élections législatives nationales anticipées²².

Schröder mène alors une campagne de reconquête et parvient à hisser le SPD à 34,2 % (- 4,3 %) contre 35,2 % (- 3,3 %) pour les conservateurs. Aucun des deux *Volksparteien* – ces grands « partis de rassemblement » éligibles par toutes les franges de la population – ne peut prétendre former une alliance de bloc avec un seul partenaire. Tous deux se lancent dans des discussions au-delà des clivages traditionnels mais ne parviennent pas à forger de nouvelles alliances. Aussi les chrétiens-démocrates (CDU), les chrétiens-sociaux bavarois (CSU) et le SPD se résolvent-ils à sceller la deuxième « grande coalition » de l'histoire de la RFA. Ce modèle de gouvernement pâtit (toujours et encore) d'une mauvaise image en ce qu'il est accusé de renforcer les extrêmes, faute d'opposition parlementaire²³. La formation du gouvernement Kiesinger des années 1966 à 1969 répondait entre autres à l'impératif de disposer d'une majorité des deux tiers en vue de réviser la Loi fondamentale pour y ancrer des lois d'exception²⁴. Les grandes coalitions de 2005, de 2013 et de 2017 s'inscrivent dans un autre

20. Sur la répartition des responsabilités à la tête du SPD sous Schröder, lire J. Raschke et R. Tils, *Politische Strategie. Eine Grundlegung*, 2007, Wiesbaden, p. 509.

21. Avec 37,1 % des voix, le SPD y perd 5,7 % par rapport à l'an 2000 et près de 10 % depuis 1995, les majorités absolues d'un Johannes Rau ne sont plus qu'un lointain souvenir, disponible sur : wahl.tagesschau.de.

22. G. Schöllgen, *Gerhard Schröder. Die Biographie*, Munich, Deutsche Verlags-Anstalt, 2015, p. 839-844.

23. P. Gassert, « Die schaffen was weg », *Die Zeit*, 5 février 2018, disponible sur : www.zeit.de.

24. P. Borowsky, « Große Koalition und Außerparlamentarische Opposition », *Bundeszentrale für politische Bildung*, 2002, disponible sur : www.bpb.de. Les lois d'exception prévoient entre autres la gestion des affaires courantes par des délégations des deux chambres du parlement en cas de guerre et la mise sous tutelle par l'exécutif national des services de police des *Länder* en cas d'insurrection.

cadre puisqu'elles sont autant le fruit de l'éclatement du système partisan que sa cause. Avant de brosser succinctement un tableau du paysage politique allemand actuel, tournons-nous vers le bilan de l'action sociale-démocrate au sein des gouvernements Merkel.

Parmi les premières mesures entérinées par le nouveau gouvernement figure l'augmentation de la TVA. Après avoir fait campagne contre la « taxe Merkel » (« *Merkel-Steuer* »), c'est-à-dire l'augmentation de la TVA de 16 % à 18 %, au motif qu'une telle mesure serait injuste socialement, le SPD signe un contrat de coalition avec les conservateurs qui prévoit un accroissement non de 2 mais de 3 %. En 2007, le ministre du Travail social-démocrate Franz Müntefering fait adopter l'augmentation de l'âge du départ à la retraite à 67 ans. Le retour de l'âge légal de la retraite à 63 ans sous l'impulsion de la ministre du Travail d'alors et actuelle présidente du SPD, Andrea Nahles, en 2014, est perçu, au mieux, comme la réparation tardive d'une bévue sociale-démocrate, au pire, comme la mesure la plus coûteuse de la législature²⁵. Dans les deux cas, il s'agit d'un revirement et le SPD passe, une fois de plus, pour un parti qui n'honore pas ses engagements vis-à-vis de son électorat. Dans son bilan des deux premières grandes coalitions sous Merkel, le politologue Philipp Gassert relève que celles-ci ont la capacité de stabiliser les dépenses publiques. L'Allemagne enregistre depuis 2014 un excédent budgétaire, ce qui lui permet de réduire la dette souveraine et donc son service. Or, traditionnellement, la droite est réputée plus compétente en matière de finances publiques, de sorte que la bonne gestion de la crise économique – saluée presque unanimement – ne profite guère au SPD²⁶. Cela n'empêche pas l'actuel ministre des Finances social-démocrate, Olaf Scholz, de défendre bec et ongles l'équilibre budgétaire, alors que de plus en plus de voix s'élèvent pour revendiquer des investissements d'avenir en Allemagne, que ce soit dans l'éducation, l'innovation ou les infrastructures, faute de quoi le retour cyclique de la crise économique risquerait d'entraîner des conséquences néfastes²⁷.

Les concessions aux partenaires conservateurs précédemment évoqués ne doivent pas faire oublier que le SPD parvient à imposer des mesures sociales qui sont autant de couleuvres à avaler pour les éléments les plus libéraux des partis conservateurs. Ainsi, en 2009, le SPD fait voter la prorogation de la réduction du temps de travail dans l'industrie (« *Kurzarbeit* ») pour éviter les licenciements secs sur fond de crise

25. D. Siems, « Die teure Realität der Rente mit 63 », *Die Welt*, 12 février 2019, disponible sur : www.welt.de.

26. P. Gassert, « Die schaffen was weg », *op. cit.*

27. A. Funk, « Die schwarze Null im Visier », *Tagesspiegel*, 1^{er} avril 2019, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

économique internationale. La gestion de crise est néanmoins mise au crédit de la cheffe du gouvernement²⁸. En 2013, le SPD fait adopter l'instauration du salaire minimum. Contraire au principe de l'autonomie tarifaire des partenaires sociaux, cette mesure provoque l'ire du patronat²⁹. Les défenseurs de cette méthode de lutte contre le phénomène des travailleurs pauvres ne distinguent guère entre les partis en présence tandis que ses contempteurs en reprochent l'instauration au SPD. Enfin, les tensions qu'a provoquées la décision de la chancelière d'accueillir près d'un million de migrants en 2015 peinent à retomber. Si certains acclament le geste humanitaire d'Angela Merkel, les détracteurs fustigent la « gauchisation » de la CDU et craignent que l'identité allemande ne soit menacée par « l'afflux massif » de migrants. Pour d'autres, l'aide matérielle humanitaire apportée à ceux-ci égalerait – quand elle n'excéderait pas – les droits auxquels peuvent prétendre les chômeurs de longue durée, ce qui serait d'autant plus injuste que les nouveaux arrivés n'ont pas cotisé³⁰. De ce point de vue, l'explosion de l'AfD et son implantation durable dans le paysage politique allemand peuvent être considérées comme une scission à droite au gré d'un trop fort centrisme de la CDU sous Merkel³¹. D'où l'assertion polémique d'Alexander Kissler sur le « gauchisme » de la CDU. Encore qu'il omette de dire que ce prétendu « gauchisme » peut aussi être imputé au poids du SPD dans le gouvernement.

Il est cependant indéniable que depuis que Merkel s'est retirée de la présidence de la CDU au profit de la Sarroise Annegret Kramp-Karrenbauer en janvier 2019, la rhétorique du parti est autrement plus conservatrice et libérale. Ses concurrents directs dans la course à la présidence de la CDU, l'ancien président du groupe parlementaire au *Bundestag*, Friedrich Merz, et le ministre de la Santé, Jens Spahn, sont également plus libéraux que la chancelière, de sorte qu'aucun d'eux ne saurait être vu comme un simple continuateur de la ligne politique de Merkel³². Si Kramp-Karrenbauer passe pour la dauphine adoubée par la sortante, les commentateurs politiques se demandent quand et comment celle-ci entend lui passer la main. La cheffe du gouvernement s'est très largement mise en retrait des campagnes électorales en cours et laisse les

28. T. Obermeier et J. Kühl, « Arbeitsmarktpolitische Reaktionen auf die Krise: Deutschland und Europa », *Bundeszentrale für politische Bildung*, 2016, disponible sur : www.bpb.de.

29. B. Lestrade, « L'introduction du salaire minimum en Allemagne : premier bilan », *Notes du Cerfa*, n° 136, 2017, disponible sur : www.ifri.org.

30. T. Meyer, « SPD, was nun? », *op. cit.*, p. 12-16.

31. H. Stark, « Alternative für Deutschland : quels risques pour l'Allemagne ? », *Notes du Cerfa*, n° 137, 2017, p. 10, disponible sur : www.ifri.org.

32. L. Caspari, S. Götz et T. Steffen, « Zwei Konservative, eine Merkel-Treue », *Die Zeit*, 29 octobre 2018, disponible sur : www.zeit.de.

coudées franches à l'ancienne ministre-présidente de la Sarre, y compris en matière programmatique. Autant de signaux qui encouragent les conjectures autour de la question de savoir si elle ira au bout de son mandat ou non. Les enjeux pour la CDU mais aussi pour le SPD sont de taille. Il n'est pas dit que Merkel envisage de se retirer avant les prochaines élections de l'automne 2021. Elle pourrait être tentée de profiter de la présidence allemande du Conseil européen en 2020 pour orienter le débat sur l'UE en fonction de ses propres convictions. De leur côté, les sociaux-démocrates pourraient y trouver leur compte et soutenir la chancelière jusqu'au terme de son mandat : le ministre des Affaires étrangères, Heiko Maas, serait en première ligne pour tenter d'imposer une inflexion plus sociale à la politique européenne un an à peine avant les élections nationales. De toute manière, il est peu probable que le SPD se retire de lui-même à mi-mandat du gouvernement Merkel, comme l'escomptent certains. En revanche, il répète à l'envi que ses députés n'éliraient pas Kramp-Karrenbauer à la tête du gouvernement au cas où Merkel viendrait à démissionner. La présidente de la CDU devrait alors former une nouvelle coalition avec les écologistes et les libéraux. Cette fois-ci, ce seraient sans doute les Verts qui feraient montre de réticences : les intentions de vote prometteuses les porteraient certainement à privilégier des élections anticipées par ailleurs toujours délicates à provoquer en Allemagne tant la Loi fondamentale favorise la stabilité gouvernementale. De plus, les appels du pied que Kramp-Karrenbauer ne manque pas de faire aux électeurs les plus conservateurs déplaisent à l'aile gauche des écologistes³³.

Quels que soient les *scenarii* envisagés, les partis conservateurs devraient encourager une polarisation croissante gauche-droite. Cela pourrait constituer du pain béni pour le SPD qui peine à se différencier des conservateurs. En effet, en 2009 et 2013, 72 % et 69 % des électeurs ne parvenaient pas à distinguer les positions sociaux-démocrates de celles des conservateurs³⁴. Cela n'était pas dû au seul caractère pondéré de la chancelière : si les commentateurs ont forgé le concept de « démobilisation asymétrique » pour qualifier son style de gouvernement, le politologue Frank Bandau souligne que les sociaux-démocrates sont pour le moins complices des campagnes électorales molles qu'a connues l'Allemagne depuis 2005³⁵. Outre les caractères des protagonistes, l'absence de polarisation claire entre le centre gauche et le centre droit enregistrée ces

33. V. Medick, « Kampf ums Kanzleramt. Warum Kramp-Karrenbauer sich vor der SPD fürchten muss », *Der Spiegel*, 17 avril 2019, disponible sur : www.spiegel.de ; P. Carstens et E. Lohse, « Wann wird AKK Kanzlerin », *FAZ*, 16 avril 2019, disponible sur : www.faz.net.

34. J. Faus, H. Knaup, Y. Schroth et F. Stauss, « Aus Fehlern lernen. Eine Analyse der Bundestagswahl 2017 », 11 juin 2018, p. 23-27, disponible sur : www.spd.de.

35. F. Bandau, « Raus aus der Schmollecke – wider eine mutlose Sozialdemokratie », *Neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte*, n° 1-2, 2018, p. 48 sq.

dernières années semble être autant le fruit que la cause d'un éclatement du système partisan allemand. Quoi qu'il en soit, le SPD doit aujourd'hui faire face à un nombre croissant de concurrents issus des recompositions successives du paysage politique allemand depuis les années 1970.

Les deux premières scissions se sont produites au détriment des sociaux-démocrates. Les écologistes (Bündnis 90/Die Grünen) sont issus des mouvements post-soixante-huitards qui s'étaient érigés notamment contre la construction de centrales nucléaires et contre le réarmement de la RFA dans le cadre de la double décision de l'OTAN sous le gouvernement Schmidt³⁶. Après avoir été membres de coalitions avec les sociaux-démocrates, d'abord dans les *Länder* à partir de 1985, puis au niveau fédéral dans les gouvernements Schröder de 1998-2005, ils sont actuellement membres de neuf gouvernements régionaux dans des coalitions bi- voire tripartites avec le SPD, la CDU, *Die Linke* et le FDP. Les écologistes président même aux destinées du *Land* réputé conservateur du Bade-Wurtemberg. Actuellement crédités de 17,5 % à 20 % au niveau national contre 15 % à 18 % pour le SPD, ils sont en passe de s'établir comme le parti de rassemblement de centre gauche allemand à ceci près qu'ils peinent à s'implanter en Allemagne de l'Est.

L'autre concurrent de gauche du SPD, *Die Linke*, se constitue à la faveur d'une scission de l'aile gauche du parti. Emmenée par Oskar Lafontaine, l'Alternative électorale pour la justice sociale (*Wahlalternative für soziale Gerechtigkeit*, WASG), fondée en 2005 contre la politique du gouvernement Schröder, fusionne deux ans plus tard avec le Parti du socialisme démocratique (*Partei des demokratischen Sozialismus*, PDS), lointain successeur du Parti socialiste unifié est-allemand. Le dorénavant *Die Linke* parvient à s'implanter durablement dans les *Länder* est-allemands et à s'y ériger en « quasi-parti populaire », c'est-à-dire en l'occurrence en parti capable de fédérer la population est-allemande toute entière. Cette évolution s'est faite au détriment électoral du SPD dont il menace l'hégémonie traditionnelle sur la moitié nord du pays³⁷. Les élections législatives nationales de 2017 révèlent que le vote SPD est désormais inférieur à la moyenne nationale (20,5 %) dans l'ensemble des nouveaux *Länder*, avec l'assentiment le plus faible en Saxe (10,5 %) suivi de la Thuringe (13,2 %), deux *Länder* qui renouvellent leur parlement cette année. En fort recul partout ailleurs, les scores restent supérieurs à la moyenne nationale en Basse-Saxe (27,4 %), en Sarre (27,1 %), à Brême (26,8 %), en Rhénanie du Nord-Westphalie (26 %), en Rhénanie-Palatinat

36. H. Potthoff et S. Miller, *Kleine Geschichte der SPD*, op. cit., p. 261-265.

37. J. Faus, H. Knaup, Y. Schroth et F. Stauss, « Aus Fehlern lernen », op. cit., p. 58 sq.

(24,1 %), en Hesse et à Hambourg (tous deux 23,5 %)³⁸. Tandis qu'au niveau fédéral, *Die Linke* plafonne à 9,6 %, il a su attirer 340 000 électeurs sociaux-démocrates depuis 2013³⁹. Dans les régions est-allemandes, *Die Linke* parvient à faire jeu égal avec le SPD quand il ne le dépasse pas : mis à part en Mecklembourg-Poméranie en 2016, il fait 15 % minimum des suffrages partout ailleurs et est actuellement crédité de 15 % à 17 % en Saxe (contre 10 % à 13 % pour le SPD), 29 % en Thuringe contre 11 %, les deux partis font égalité en Saxe-Anhalt à 22 % tandis que le SPD bat *Die Linke* dans le Brandebourg par 29 % contre 11 %⁴⁰. S'il fait partie d'un gouvernement emmené par les sociaux-démocrates à Berlin et dans le Brandebourg, *Die Linke* est à la tête d'une coalition avec le SPD en Thuringe. Chose inouïe, ce dernier, menacé de tomber en dessous de la barre des 10 % au scrutin d'octobre prochain, renonce à nommer un candidat à la chancellerie thuringeoise.

On le voit, les écologistes et *Die Linke* menacent aujourd'hui la traditionnelle hégémonie sociale-démocrate sur la gauche allemande. De plus, un autre parti, d'extrême droite celui-là, coûte, lui aussi, de précieuses voix à tous les partis, y compris au SPD. L'apparition de l'AfD résulte certes plutôt d'une scission de la droite – d'abord du FDP puis des chrétiens-démocrates –, mais ne laisse de saper les assises ouvrières du SPD. Lors des élections nationales de 2017, l'AfD ne lui ravit pas moins de 500 000 voix⁴¹. Si, à l'instar de tous les autres partis représentés au parlement, le SPD se refuse à toute alliance avec l'AfD et s'il n'a pas trouvé de recette pour endiguer la menace écologiste, *Die Linke* pourrait devenir en revanche, dans les années à venir, un allié au sein d'un bloc de gauche au niveau fédéral⁴². Maintenant qu'Oskar Lafontaine doit se satisfaire de sa position de président du groupe au parlement régional sarrois et que son épouse, Sahra Wagenknecht, annonce son retrait des instances dirigeantes de *Die Linke*, les inimitiés personnelles ne sont plus un obstacle insurmontable. Au SPD d'affirmer sa « volonté de puissance » et de donner envie à *Die Linke* de le rejoindre⁴³. Cela suppose néanmoins que les Verts ne profitent pas de leur statut de nouveau parti de rassemblement et ne s'allient avec les conservateurs au détriment du SPD. En effet, les instances

38. Statistiques disponibles sur : <https://de.statista.com>.

39. Statistiques disponibles sur : <https://de.statista.com>.

40. Statistiques disponibles sur : www.wahlrecht.de.

41. Du reste, 450 000 électeurs sociaux-démocrates se tournent vers le FDP, 340 000 vers *Die Linke* et 380 000 vers les écologistes. Détails disponibles sur : wahl.tagesschau.de.

42. *Die Linke* affecte de souhaiter une collaboration avec le SPD dans les *Länder* est-allemands, à condition qu'il maintienne son cap à gauche, cf. la dépêche : « SPD hat die Linke als Partnerin, wenn sie ihr Programm ernst nimmt », *Der Spiegel*, 7 avril 2019, disponible sur : www.spiegel.de.

43. S. Reinecke, « Zehn Vorschläge zur Rettung der SPD. Redet verständlich! », *Taz*, 21 octobre 2018, disponible sur : www.taz.de.

dirigeantes des Verts et des chrétiens-démocrates se fréquentent depuis plusieurs années et ce sont bien les libéraux qui ont fait échouer les négociations en vue de former un gouvernement conservateurs-écologistes-libéraux en décembre 2017 au niveau fédéral⁴⁴. Le refus du SPD de former une coalition de gauche plurielle en 2013 (avec les Verts et *Die Linke*) et l'existence de cinq grandes coalitions au niveau régional pourraient convaincre les Verts de ne plus voir en le SPD l'allié naturel, d'autant plus qu'ils ont le vent en poupe.

Les récents succès de *Die Linke*, des Verts et de l'AfD ont pour corollaire la douloureuse descente aux enfers du SPD que l'on observe depuis 20 ans : au niveau fédéral, il passe de 40,9 % en 1998 à 20,5 % en 2017. Il enregistre sa plus forte baisse au sortir de la première grande coalition sous Merkel en 2009 (23 %, soit - 11,2 %) et connaît un léger rebond après les quatre années passées sur les bancs de l'opposition de 2009 à 2013. La deuxième grande coalition lui a de nouveau coûté 2,5 % en 2017. Si les sociaux-démocrates comptent encore sept chefs de gouvernement régionaux dans leurs rangs, force est de constater que la Basse-Saxe demeure la seule grande région à être aux mains du parti. Sinon, les réussites se concentrent sur les trois villes-États (Berlin, Hambourg et Brême) et la Rhénanie-Palatinat, le Brandebourg et le Mecklembourg-Poméranie.

Or, à en croire les sondages, la mainmise exclusive des sociaux-démocrates sur Brême ou le Brandebourg vacille à l'approche des élections régionales de cette année. Le SPD est crédité respectivement de 25 % et de 21 % à jeu égal avec la CDU ; les Verts, quant à eux, pourraient atteindre 19 % dans la cité portuaire, soit autant que l'AfD à Potsdam. Dans le premier cas, une alliance des trois partis de gauche, une grande coalition ou encore une alliance libérale (CDU/Verts/FDP) paraissent possibles ; dans le second, aucune coalition à deux partis ne serait portée par une majorité absolue. Autrement dit, les sociaux-démocrates sont loin d'être assurés de se maintenir à la tête de ces *Länder*. Ces défaites éventuelles seraient avant tout des pertes de prestige, tant le poids de ces *Länder* est faible à la chambre haute du parlement, au *Bundesrat*. En revanche, elles viendraient grossir les rangs des bastions autrement plus importants perdus ces dernières années : la Rhénanie du Nord-Westphalie en 2005 et en 2017 après une reconquête en 2010 et 2012, et la Hesse laissée à la CDU depuis 1999.

44. C. Eubel, « Die Neuaufgabe der Pizza-Connection », *Tagesspiegel*, 24 novembre 2015, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

Et pour cause, aucune catégorie socio-professionnelle ne donne majoritairement sa préférence au SPD lors des élections nationales de 2017 : 23 % des ouvriers, 21 % des salariés, 21 % des fonctionnaires, 12 % des professions libérales et 5 % des agriculteurs votent pour le SPD contre respectivement 29 %, 33 %, 35 %, 34 % et 61 % pour les partis conservateurs. Ce n'est que quand ils sont syndiqués que les ouvriers et les salariés donnent majoritairement leur voix au SPD, et encore les majorités de 31 % et 29 % ne sont-elles pas écrasantes⁴⁵. Quelles que soient les autres catégories socio-culturelles que l'on puisse convoquer (âge, genre, zones géographiques de résidence, etc.), la situation est à l'avenant : le SPD ne peut plus se reposer sur des ensembles sociologiques acquis à sa cause⁴⁶.

Pire, historiquement, le parti était reconnu comme le plus compétent en matière de travail, les conservateurs, de leur côté, comme les champions en matière économique. Les élections se jouaient sur la capacité à envisager l'avenir. Or, en 2017, le SPD ne parvient plus à se hisser en première position sur aucune de ces compétences aux yeux de l'électorat⁴⁷.

Du côté des adhérents, la situation du SPD n'est guère plus enviable : avec 443 152 membres en 2017, il reste certes le premier parti allemand devant la CDU (425 910). Mais il ne faut pas oublier que le SPD comptait 943 402 adhérents en 1990 ; ils étaient 775 036 à l'avènement de la coalition sociale-écologiste et 590 485 à sa fin, soit une perte nette de 184 551 entre 1998 et 2005⁴⁸. Cette chute paraît vertigineuse et semble témoigner d'un réel désamour pour la social-démocratie allemande. Pourtant, la CDU a connu une situation analogue : en 1990, on dénombrait 789 609 chrétiens-démocrates, contre 626 342 en 1998, 571 881 en 2005 et 425 910 en 2017⁴⁹. Il est vrai que ces partis vieillissent avec la population sans attirer suffisamment de nouvelles recrues. Aussi, à l'instar des adhérents des partis conservateurs et de *Die Linke*, ceux du SPD affichent-ils un âge moyen de 59 ans. Aujourd'hui, les deux tiers des sociaux-démocrates ont atteint l'âge de la retraite tandis que l'on comptait, en 2015, quatre fois plus de septuagénaires que de membres de moins de 25 ans dans leurs rangs. Cette évolution témoigne d'une défiance croissante à l'encontre des partis, comme des autres institutions politiques, du reste : ils ne passent plus pour être facteurs ni de participation citoyenne ni de

45. J. Faus, H. Knaup, Y. Schroth et F. Stauss, « Aus Fehlern lernen », *op. cit.*, p. 40.

46. *Ibid.*, p. 14-23.

47. Pour les plus libéraux parmi les sociaux-démocrates, c'est sur la « compétence d'avenir » que le SPD devrait tout miser plutôt que de tenter de reconquérir l'électorat que la mondialisation met en péril, cf. A. Skrzypek, « Nicht immer dieselbe alte "Erneuerung" », *Neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte*, n° 1-2, 2018, p. 25-30.

48. Statistiques disponibles sur : <https://de.statista.com>.

49. *Ibid.*

changement profond⁵⁰. Le choix de la sécurité comme thème central de la campagne de 2017 ne saurait alors surprendre. Ce thème – conservateur s’il en est – est contraire au grand récit progressiste, dimension essentielle pour qui veut être perçu comme un parti d’avenir⁵¹.

On le voit, les grandes coalitions ne réussissent pas au SPD, ce qui est d’autant plus inquiétant pour lui qu’elles sont appelées à se multiplier au gré de l’éclatement du système partisan. En effet, le recul des deux grands partis de rassemblement a pour corollaire un amoindrissement de leurs options de gouvernement. De plus, la majorité des grandes coalitions fond comme neige au soleil : tandis qu’en 2005, elle disposait d’une majorité écrasante de 73 % (140 députés), elle n’est plus que de 56 % (44 députés) actuellement. Le besoin de réagir devient impérieux si le SPD ne veut pas disparaître comme l’annoncent inlassablement les éditorialistes depuis une quinzaine d’années.

50. T. Grunden, M. Janetzki et J. Salandi, *Die SPD, op. cit.*, p. 89-103.

51. F. Stauss, « Verunsicherung trifft auf Verunsicherte. Der SPD mangelt es an Zukunftskompetenz », *Neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte*, n° 1-2, 2018, p. 16-20.

Comment redresser la barre ?

Ce besoin impérieux de réformes, le parti l'a intégré. Tout d'abord, à peine élu à la présidence du parti, Sigmar Gabriel, lance en 2009 une réforme structurelle du parti. Constatant l'abatement qui frappe les militants sociaux-démocrates⁵² et intégrant le fait que le parti en tant que forme d'organisation politique n'est plus perçu comme facteur de participation, il tâche de réactiver la base. Il est vrai qu'il compte sur elle pour imposer sa ligne politique et mettre à l'unisson le discours et l'action sociaux-démocrates. Il en va tout autant de son autorité que de la crédibilité du parti dans son ensemble. Étant donné que les permanents sont plus traditionnalistes et, partant, plus hostiles à la grande coalition, il impose le vote de la base en 2013. Notons qu'en l'occurrence, l'alliance avec les conservateurs ne coulait pas de source et qu'il avait besoin de fonder sa légitimité sur un véritable plébiscite⁵³. Les permanents ne sont pas dupes de la manœuvre qui consiste à les déposséder de leur pré carré : ils sont nombreux parmi le tiers à voter contre la formation de la grande coalition en 2013 et à refuser leur soutien au président lors du congrès de 2015 où il n'obtient que 74,3 % des voix.

Qu'à cela ne tienne, Gabriel fait passer la taille des congrès de 480 à 600 délégués cependant que le conseil du parti (« *Parteirat* ») se transforme en congrès miniature (« *Parteikonvent* ») de 200 membres. En 2010 déjà, Gabriel avait tâché d'enrôler les sympathisants en les conviant aux sessions des sections en échange d'une obole symbolique⁵⁴. On le voit, depuis une dizaine d'années, le parti cherche à accroître la dimension participative en son sein en vue de remobiliser ses militants. Andrea Nahles, élue à la présidence du SPD en 2018 (après l'intermède de Martin Schulz à la tête du parti en 2017), continue sur la même lancée quand elle convoque un « camp de débats » en novembre 2018⁵⁵. Outre un renouveau idéologique du parti, il en va aussi de sa visibilité dans la sphère publique, tant celle-ci a été

52. A. Mayr, « Früher wurden sie mindestens beschimpft », *Die Zeit*, 3 octobre 2018, disponible sur : www.zeit.de.

53. J. Lechner, « Das Potential der Mitgliederbeteiligung », *Neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte*, n° 1-2, 2018, p. 47.

54. Sur toutes les réformes structurelles entreprises par Gabriel, cf. T. Grunden, M. Janetzki, J. Salandi, *Die SPD, op. cit.*, p. 122-137.

55. M. Schlieben, « Wofür stehst du, SPD? », *Die Zeit*, 11 novembre 2018, disponible sur : www.zeit.de.

délaissée par les membres et les mandataires du parti⁵⁶. Parallèlement, le SPD redouble d'efforts pour investir l'arène politique qu'est internet, notamment pour attirer la jeunesse en vue des élections européennes⁵⁷.

Si cette évolution a largement échappé à l'attention du public, l'année 2017 a marqué un tournant. Le début de la campagne de Martin Schulz s'est traduit par un véritable engouement pour le parti. Dans un premier temps, celui-ci est perçu comme un homme nouveau qui est étranger à l'ère schröderienne et qui brille par sa capacité à « parler vrai » et à « faire simple ». Il incarne de surcroît le social-démocrate issu de milieux défavorisés qui a su se hisser sur les devants de la scène européenne à la force du poignet⁵⁸. Sans pour autant accoucher d'un nouveau « grand récit », équivalent aux promesses d'un plus haut degré de démocratie qu'incarnait Willy Brandt, on constate dans la communication sociale-démocrate un double revirement. D'une part, le discours se professionnalise. Le SPD semble avoir compris ce défaut communicationnel qui passe mal auprès de son électorat. En effet, tandis que l'aile droite de la CDU, la CSU et surtout l'AfD parviennent à mobiliser leurs électeurs en parlant d'« afflux incontrôlé de migrants », le SPD s'est trop souvent contenté de défendre le droit d'asile selon les principes de la « protection subsidiaire⁵⁹ ». En communiquant de la sorte, le SPD passe pour un parti qui se contente de la gestion bureaucratique de problèmes concrets. Ce faisant, il semble ignorer les craintes des citoyens et ne parvient pas à promouvoir une vision d'avenir⁶⁰. À cet égard, on comprend mieux l'engouement qu'ont provoqué les débuts de la campagne législative de Martin Schulz. Assurant s'adresser « à ceux qui travaillent », il a su mobiliser notamment les ouvriers et les employés subalternes ainsi que les jeunes, ceux-là mêmes qui boudent le SPD depuis l'ère Schröder⁶¹. Aussi son entrée triomphale dans l'arène politique allemande s'est-elle accompagnée de l'afflux de 17 000 nouveaux membres du SPD, enrayant l'inexorable tendance à la baisse d'effectifs. Chose inouïe, les délégués lui confient unanimement les rênes du SPD le 19 mars 2017. Si le désenchantement au cours de la campagne de Schulz n'en fut que plus

56. D. Mothagen et S. Molthagen-Schnöring, « Wie man Vertrauen verliert – und (zurück)gewinnt », *Neue Gesellschaft, Frankfurter Hefte*, n° 1-2, 2018, p. 24.

57. N. Verheyen, « Virtuell heißt wirkföähig. Die Facebook-Gemeinde der SPD in kommunikationsgeschichtlicher Perspektive », in A. Kruke et M. Woyke (dir.), *Deutsche Sozialdemokratie in Bewegung*, op. cit., p. 296-299 ; L. Caspari, « Mission Wohlföühlwahlkampf », *Die Zeit*, 23 mars 2019, disponible sur : www.zeit.de.

58. L'actuelle présidente du parti, Andrea Nahles, incarne une biographie similaire et a effectivement voté contre les lois Hartz, contrairement à Schulz qui figurait dans le directoire du SPD à l'époque. À ce sujet, lire P. Dausend, « Drachen töten », *Die Zeit*, 6 février 2019, disponible sur : www.zeit.de.

59. J. Faus, H. Knaup, Y. Schroth et F. Stauss, « Aus Fehlern lernen », op. cit., p. 83-85.

60. S. Reinecke, « Zehn Vorschläge zur Rettung der SPD », op. cit.

61. D. Mothagen et S. Molthagen-Schnöring, « Wie man Vertrauen verliert – und (zurück)gewinnt », op. cit., p. 25.

brutal, le SPD cherche à réitérer l'exploit qui consistait à créer un véritable engouement pour le SPD.

Fort de son analyse de ce qui a suscité l'enthousiasme au début de l'année 2017, le SPD a ainsi rebaptisé ses initiatives gouvernementales actuelles, que l'on pense à la loi sur « les bonnes garderies » (« *Gute-Kita-Gesetz* »), ou encore et surtout à la « retraite respectueuse » (« *Respekt-Rente* »). En pleine campagne pour les élections européennes et régionales, le SPD prend le contre-pied de ses positions précédentes et marque donc une inflexion programmatique décisive. Il s'agit dès lors de combler le hiatus entre programmes et politique menée : le SPD ne se contente plus de promouvoir les garderies au bénéfice du travail féminin, il cherche à mettre les moyens nécessaires en face. De la même manière, le SPD doit veiller à ne pas promettre la construction d'habitats abordables et vendre ces mêmes biens à des investisseurs⁶². En ce qui concerne la retraite, le SPD promeut l'idée d'une retraite plancher qui soit fonction des mérites des intéressés (« *Lebensleistung* »⁶³). On est loin du nivellement par le bas que pratiquait le chancelier Schröder, du reste sensible à cette remise en question programmatique de sa politique⁶⁴. À cela s'ajoute le projet de faire passer le salaire minimum à 12 € bruts de l'heure. Pour le SPD, il s'agit ni plus ni moins de tourner la page des lois Hartz⁶⁵. Ces 12 € correspondent à 60 % du salaire moyen allemand. Dans le cadre des élections européennes, le SPD revendique un salaire minimum européen calculé de la sorte pour chaque pays membre. Cela permettrait, assure-t-il, de combattre le dumping social sans pour autant nuire à la compétitivité. De plus, les sociaux-démocrates prônent des impôts planchers pour éviter le dumping fiscal entre pays membres. Enfin, ils exigent l'introduction d'un impôt sur les grandes entreprises du digital⁶⁶. Sans pour autant sacrifier à la rhétorique hostile au grand capital, ils ont trouvé dans les « GAFA » une cible consensuelle qui permet de mettre en avant leurs efforts pour défendre les intérêts financiers mais aussi le droit à la vie privée des citoyens allemands. Ajoutons que ces entreprises emploient peu d'Allemands. En revanche, le programme en vue des élections européennes ne reprend pas les propositions qu'avait faites Martin Schulz en novembre 2017 de doter la Zone Euro d'un budget propre géré par un ministre des Finances, mesures qu'Emmanuel Macron avait

62. Il s'agit de deux exemples développés dans J. Faus, H. Knaup, Y. Schroth et F. Stauss, « Aus Fehlern lernen », *op. cit.*, p. 90-92.

63. K. Ludwig, « Die Grundrente ist eine Chance im Kampf gegen die AfD », *SZ*, 3 février 2019, disponible sur : www.sueddeutsche.de.

64. G. Schröder, « Das ist mein Leben, nicht eures », *Der Spiegel*, le 1^{er} février 2019, disponible sur : www.spiegel.de.

65. D. Esslinger, « Wie die SPD Hartz IV verschwinden lässt », *op. cit.*

66. « Nahles attackiert Hetzer – und Kramp-Karrenbauer », *Tagesspiegel*, 23 mars 2019, disponible sur : www.tagesspiegel.de.

appelées de ses vœux quelques mois auparavant⁶⁷. Qu'à cela ne tienne, le désormais « simple député » national Schulz joue de sa popularité à la base du parti et parcourt l'Allemagne en vue des élections européennes, tant l'Union européenne est au centre de son engagement politique⁶⁸.

Les campagnes électorales sociales-démocrates est-allemandes ne sont pas en reste en matière de repositionnement à gauche. Lors du « *Ostkonvent* » qui s'est tenu dans la capitale thuringeoise le 6 avril, la présidente du SPD pointe les inégalités sociales qui demeurent entre les deux parties du pays, notamment en matière sociale. Rejetant l'idée selon laquelle les nouveaux *Länder* n'ont qu'à rattraper leur retard sur l'Allemagne de l'Ouest, Nahles insiste sur leurs points forts : elle loue la propension des Allemands de l'Est à se faire vacciner, le bon fonctionnement des infrastructures médicales et le bon maillage territorial en matière de garderies. Ce faisant, elle cherche à mettre un peu de baume au cœur des Allemands de l'Est qui souffrent d'être stigmatisés comme des enfants récalcitrants au progrès. Non contents de relancer des programmes de restructuration économique financés par l'augmentation des droits de succession et des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu, les sociaux-démocrates entendent en outre lutter contre le dumping social en matière de soins aux personnes dépendantes ou contre les injustices que subissent les femmes divorcées, les anciens mineurs de fond ou les cheminots est-allemands⁶⁹.

Ces repositionnements, tout comme l'interview donnée en ce 1^{er} mai à l'hebdomadaire *Die Zeit* par le président des « Jeunes Socialistes » (« JuSos »), Kevin Kühnert, entraînent force cris d'orfraie dans la presse conservatrice et libérale : si d'aucuns crient au bluff, d'autres y voient une provocation en vue de faire échouer la grande coalition à mi-mandat. Il est vrai que Kühnert, partisan du « socialisme démocratique », n'y est pas allé de main morte lorsqu'il s'est prononcé en faveur de la nationalisation de grandes entreprises (comme le constructeur automobile BMW) et de la limitation de l'accès à la propriété immobilière⁷⁰.

D'un point de vue électoral, il peut ne pas être désavantageux d'essayer des critiques venant de l'autre bord. Il serait néanmoins illusoire de penser que la droitisation du SPD s'est faite contre le parti dans son ensemble.

67. M. Neuaber et H.-P. André, « Martin Schulz (SPD) pour un budget de la zone euro », *Challenges*, 29 novembre 2017, disponible sur : www.challenges.fr.

68. C. Teevs, « Schulzakkord in Moll », *Der Spiegel*, 26 avril 2019, disponible sur : www.spiegel.de.

69. A. Rietzschel, « Rückstand Ost », *SZ*, 7 avril 2019, disponible sur : www.sueddeutsche.de ; P. Carstens, « Wie die SPD die DDR entdeckt », *FAZ*, 6 avril 2019, disponible sur : www.faz.net.

70. K. Kühnert, « Was heißt Sozialismus für Sie, Kevin Kühnert », *Die Zeit*, 1^{er} mai 2019, disponible sur : www.zeit.de ; S. Gaschke, « Es tut weh, der SPD beim Selbstmord zuzusehen », *Die Welt*, 11 juin 2018, disponible sur : www.welt.de.

Aussi, cette réorientation à gauche est-elle combattue par la frange la plus libérale du parti, à l'image d'un Olaf Scholz, issu des « *Netzwerker* », qui rechigne à remettre en question l'équilibre budgétaire dont il a la charge. Le ministre des Finances ne cache guère ses ambitions futures⁷¹. Une « re-gauchisation » pérenne du parti viendrait contrecarrer ses espoirs de conquérir la chancellerie. Il n'empêche que – bon soldat – il profite de ses fonctions pour contre-carrer les projets des chrétiens-démocrates au profit de ceux qui émanent des rangs sociaux-démocrates. Ainsi, il entend financer les « retraites respectueuses » en s'opposant à des baisses d'impôts, en envisageant le retour de l'impôt sur la fortune et en freinant les velléités de la ministre de la Défense, Ursula von der Leyen, d'honorer ses engagements auprès de l'OTAN et d'augmenter à 2 % du PIB les investissements dans l'armement⁷². Or, d'une manière générale, on observe que le SPD cherche à arborer de nouveau l'identité pacifiste qu'il avait abandonnée ces dernières décennies aux écologistes puis à *Die Linke*. En son temps, le ministre de l'Économie Gabriel avait déjà cherché à limiter les exportations d'armement, notamment vers l'Arabie Saoudite, belligérante au Yémen. Depuis, le gouvernement Merkel a décidé un embargo sous la pression sociale-démocrate. Dans le cadre de la campagne électorale européenne, la tête de liste, Katarina Barley, réitère l'engagement de son parti contre toute exportation vers l'Arabie Saoudite. Cependant, pour calmer les tensions avec Paris et Londres, l'Allemagne ne bloque plus la livraison de produits dont seules quelques pièces proviendraient des ateliers allemands⁷³. Ce compromis n'empêche en rien Barley de railler la proposition de Kramp-Karrenbauer qui prône le développement d'un porte-avions européen adapté aux futurs avions de chasse franco-allemands⁷⁴. Là encore, les positions sociales-démocrates et conservatrices s'opposent. Les mêmes sentiments pacifistes président aux initiatives de Maas lorsqu'il se bat pour maintenir les accords FNI dénoncés successivement par Moscou et Washington. En sa qualité de présidente du Conseil de sécurité de l'ONU, l'Allemagne tâche de relancer les négociations autour de la non-prolifération de missiles à moyenne portée, là où d'autres misent sur le redéploiement d'armes américaines en Europe centrale, en Pologne, par exemple. En tout état de cause, le gouvernement Merkel cherche à éviter un retour des années 1980 en Allemagne⁷⁵.

71. T. Grunden, M. Janetzki et J. Salandi, *Die SPD, op. cit.*, p. 93-97 ; C. Teevs, « The Walking Red », *Der Spiegel*, 10 janvier 2019, disponible sur : www.spiegel.de.

72. P. Carstens, « Ein Mann, ein Plan », *FAZ*, 16 mars 2019, disponible sur : www.faz.net.

73. « Ein bisschen Rüstung muss erlaubt sein », *FAZ.*, 30 mars 2019.

74. T. Jungholt, « Gutes Regieren? Ab Juni dann wieder. Vielleicht », *Die Welt*, 24 mars 2019, disponible sur : www.welt.de.

75. M. Thumann, « Europa-Abrüster auf der Suche nach Antworten », *Die Zeit*, 16 février 2019, disponible sur : www.zeit.de.

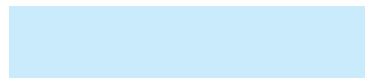
Conclusion

Que ce soit en Allemagne ou plus largement en Europe, le centre gauche ressort exsangue de son passage au pouvoir ces vingt dernières années. Partout, il a sacrifié aux recommandations d'inspiration néolibérale quitte à trahir les intérêts de ses électeurs traditionnels sans pour autant faire advenir une nouvelle définition de ce que serait la justice sociale au XXI^e siècle. Après vingt années d'hésitations programmatiques, le SPD semble vouloir s'ancrer plus à gauche et s'inspirer des réussites de Jeremy Corbyn en Grande-Bretagne et de Bernie Sanders aux États-Unis qui, au demeurant, peinent à incarner le renouveau de la gauche⁷⁶. Mais peut-être faut-il y voir la raison de leur succès relatif. Il reste à savoir si de nouveaux reculs probables lors des élections européennes et régionales à Brême, dans le Brandebourg, en Saxe et en Thuringe amèneront leur lot de tergiversations ou non, que la génération des anciens, soucieuse de préserver le fruit de son labeur, ne manquera pas d'encourager.

76. F. Bandau, « Raus aus der Schmollecke – wider eine mutlose Sozialdemokratie », *op. cit.*, p. 51.

Les dernières publications du Cerfa

- ▀ B. Schraven, [Lutter contre les causes migratoires : le discours allemand](#), *Notes du Cerfa*, n° 146, mars 2019
- ▀ D. Kohler, J-D. Weisz, [Transformation numérique de l'industrie : l'enjeu franco-allemand](#), n° 145, décembre 2018
- ▀ E. Keller, [De Meseberg à nulle part ? Des impulsions franco-allemandes pour la zone euro](#), *Visions franco-allemandes*, n° 29, novembre 2018
- ▀ H. Stark, [Entre crise politique et tentative de relance européenne : interrogations allemandes](#), *Notes du Cerfa* n° 144, septembre 2018
- ▀ G. Bosch, [La formation en alternance : clé de voûte du *made in Germany*?](#), *Notes du Cerfa*, n° 143, juillet 2018
- ▀ N. K. Wissmann, [Cinq thèses sur la "crise des réfugiés" en Allemagne](#), *Notes du Cerfa*, n° 142, mai 2018
- ▀ B. Kunz, [Beyond 'pro' and 'anti' Putin: Debating Russia Policies in France and Germany](#), *Visions franco-allemandes*, n° 28, janvier 2018.



Institut français
des relations
internationales